

rationalité économique

La conséquence en est que les revenus versés au reste du monde, essentiellement constitués au départ des bénéfices exportés par les entreprises pétrolières étrangères, n'ont cessé de croître pour

doute la prédominance du caractère essentiellement «extractif» des IDE. Quand à la défection du capital étranger industriel en dépit de ce que A. Benachenhou qualifie «d'attractivité potentielle de

en cherchant à égaliser les conditions de production à l'échelle internationale, à s'exclure mutuellement.⁽⁵⁾

Par ailleurs, il convient de noter que si depuis quelque temps, et certainement en raison de la tournure prise par la question des transferts des bénéfices, les autorités politiques du pays ont commencé à prendre conscience de la nécessité d'articuler la politique en matière d'IDE aux priorités nationales, les correctifs apportés jusque-là ne semblent guère aller dans le sens d'une rupture avec la logique «extractive» qui a toujours guidé ces investissements.

Que faire ?

La persistance des comportements rentiers interpelle l'Etat dans son rôle de régulateur. Les comportements rentiers sont tout ce qu'il y a de rationnel et il serait vain de vouloir s'y attaquer sans modifier la structure incitative que véhicule le mode de régulation de l'économie nationale.

En fait, la question n'est pas tant de savoir si l'on peut identifier les facteurs qui

der de la coercition ou de la violence.

Dans cette attitude, on discerne une rationalité politique qui, manifestement, est en conflit avec la rationalité économique visant à préserver l'intérêt de la collectivité. Ne pas combattre économiquement les comportements rentiers offre, temporairement, un avantage politique certain pour les détenteurs du pouvoir politique, mais il compromet en revanche très sérieusement toute perspective de redressement économique dans le court et moyen terme. Dans sa gestion des questions économiques, le pouvoir politique agit manifestement en dehors de toute éthique. Si certaines de ses pratiques donnent à penser qu'il privilégie l'éthique de conviction au détriment de l'éthique de responsabilité, la légèreté avec laquelle ce pouvoir passe, en l'espace de quelques mois et avec le même personnel politique aux commandes, de l'orientation la plus libérale à l'étatisme le plus stérile montre qu'en fait d'éthique, il ne reconnaît que celle qui renforce ses chances de longévité ou de survie. Quant à l'absence de l'éthique de responsabilité, il suffit d'observer que c'est

Très courtisé dans le discours économique des autorités politiques, l'IDE s'est révélé dans les faits pour le moins décevant. En termes quantitatifs, son apport est très faible. Les statistiques disponibles montrent toutes que sa contribution est marginale, pour ne pas dire insignifiante. Pourtant, dans le discours officiel des autorités, l'IDE est constamment présenté comme la panacée aux problèmes d'investissement.

atteindre des niveaux considérables, niveaux qui se trouvent manifestement en disproportion comparativement aux montants investis. Ces dernières années, les transferts au titre des bénéfices expatriés ont tendance à représenter une ponction non négligeable sur les réserves nationales en devises.⁽⁹⁾

Nous devons enfin souligner que si l'IDE s'est ainsi déployé en Algérie, c'est sans doute parce qu'il n'y est pas soumis à des priorités nationales. L'absence de régulation étatique tant au niveau des orientations sectorielles des investissements qu'à celui du régime des participations dans la propriété expliquent sans

l'économie»⁽⁴⁾, il nous semble qu'il faille en rechercher les raisons moins dans les rigidités de la configuration du rapport salarial que dans les facilités et avantages qui découlent du mode d'insertion internationale de l'économie algérienne : la volonté d'attirer les capitaux étrangers par l'instauration d'un rapport salarial de type «taylorisme primitif» semble contrariée par l'ouverture extrême des frontières économiques par le démantèlement tarifaire et le désarmement douanier. Cela rappelle la vieille contradiction connue dans la théorie économique entre la libre circulation internationale des marchandises et celle des capitaux, puisque l'une et l'autre tendent,

Publicité

REMERCIEMENTS



La famille de Monsieur Redha Malek remercie toutes celles et tous ceux qui lui ont apporté leur soutien moral et leur solidarité en ces moments d'épreuve et de douleur et leur exprime sa profonde gratitude.

Au-delà de l'homme, c'est la force de ses convictions et son engagement patriotique pour une Algérie souveraine et moderne qui ont été honorés : des hommages officiels de la République aux nombreuses marques de ferveur des Algériennes et des Algériens. La fidélité à ses idées, ses valeurs et son combat restent, selon nous, le plus grand hommage que puisse lui consacrer la Nation.



Dans sa gestion des questions économiques, le pouvoir politique agit manifestement en dehors de toute éthique. Si certaines de ses pratiques donnent à penser qu'il privilégie l'éthique de conviction au détriment de l'éthique de responsabilité, la légèreté avec laquelle ce pouvoir passe, en l'espace de quelques mois et avec le même personnel politique aux commandes, de l'orientation la plus libérale à l'étatisme le plus stérile montre qu'en fait d'éthique, il ne reconnaît que celle qui renforce ses chances de longévité ou de survie.

concourent à la génération des comportements de rent-seeking (la théorie économique dite pure en fait sa principale préoccupation), mais de mesurer la capacité ou la disponibilité de l'Etat à se donner les moyens politiques et juridiques nécessaires dans le combat contre la prédominance des comportements rentiers. L'intérêt de la collectivité ne se confondant pas avec celui des rentiers, il est en effet du devoir de l'Etat d'intervenir afin de canaliser les comportements économiques des différents centres d'accumulation dans le sens d'un élargissement des activités productives. Pour y parvenir, des mesures techniques suffisent. Encore faut-il que cela soit politiquement envisageable, car, en l'occurrence, l'on voit mal un pouvoir politique dont la légitimité repose sur sa capacité à redistribuer les richesses provenant de l'exportation des hydrocarbures renoncer au seul instrument qui lui permet de durer et de se consolider sans avoir à

précisément au moment où les nations du monde entier se soumettent à l'exercice de l'austérité la plus draconienne que notre Etat fait montre, sous prétexte de préserver les acquis sociaux, d'un laxisme budgétaire sans pareil.

Les perspectives s'annoncent sombres, et rien n'indique présentement un quelconque signe de prise de conscience quant à l'urgence et l'impératif de rompre avec le régime rentier. Rappelons simplement que l'intoxication pétrolière n'est pas une fatalité. Elle a un antidote économique dont le mode d'administration exige une culture d'Etat, c'est-à-dire une culture qui place l'intérêt général de la collectivité au-dessus de tous les intérêts particuliers, politiques ou économiques.

S. B.
(*) Professeur d'économie.
Université de Tizi-Ouzou

NOTES

1) North D., Le processus du développement économique, Editions d'Organisation, 2005. Traduit de l'anglais par Michel Le Séac'h. Titre original : Understanding The Process of Economic Change.

2) A titre d'illustration, les IDE sont, en Chine, à l'origine de 60 % des exportations du pays, essentiellement des produits manufacturés.

3) C'est sans doute cet aspect qui pousse certains auteurs à émettre des doutes sur l'aptitude des IDE à susciter un développement économique durable. Se basant sur son étude de l'expérience

coréenne, M. Lanzarotti écrit : «Il est en effet peu probable que l'IDE puisse, en tant que moyen privilégié d'approvisionnement en bien d'équipement, soutenir l'accumulation durablement. Les dettes se payent, l'investissement direct se rémunère.» (Lanzarotti M., «La Corée du Sud : une sortie du sous-développement», PUF, Paris, 1992, p. 184).

4) Benachenhou A., «Keynes est mort», El Watan des 20 et 21 janvier 2009.

5) En réalité, ce qui est vrai du capital étranger l'est aussi du capital privé national. L'échec de la privatisation relève fondamentalement de la même contradiction entre politique de libre-échange et IDE.